



**Institut du Renseignement
Centre d'Etudes du Terrorisme**

Origine de l'initiative des prisonniers

● L'initiative des prisonniers ou “**document d'entente nationale**,” contient 18 articles et a été rédigé dans la prison de Hadarim (Pour la traduction du texte et le document original en arabe voir Annexes A et B). Il a été rédigé par **cinq prisonniers (dirigeants des organisations terroristes palestiniens condamnés à d'importantes peines de prison)**, avec en tête **Marwan al-Barghouti du Fatah** et **'Abd al-Khaliq al-Natsheh du Hamas**. Le document a également été signé par **Bassam al-Sa'adi** du Jihad Islamique Palestinien (JIP), **'Abd al-Rahim Mallouh** du Front Populaire de Libération de la Palestine (FLPL) et **Mustafa Badarneh** du Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP).

● Le document découle de la transformation de l'Autorité Palestinienne (AP) en une **autorité bicéphale** suite à la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes et à la formation d'un gouvernement dirigé par le Hamas. Les luttes de pouvoir entre le Président de l'AP Abu Mazen (et ses partisans, qui comprennent l'OLP et les forces de sécurité palestiniennes) et le Hamas ont récemment dégénéré en **de violents heurts** lors

desquels **aucune partie n'a pris l'avantage**. L'initiative des prisonniers a pour objectif de **calmer les violences avant qu'elles ne dégèrent en une guerre civile (fitna) et de rénover les relations Fatah-Hamas en arrivant à un consensus** sur les problèmes-clés touchant aux questions palestiniennes internes et au conflit avec Israël.

Les principaux points du document et leur significationh

● Voici les principaux points du document (Voir l'Annexe pour plus de détails):

☑ **Etablissement d'un Etat indépendant sur les territoires occupés par Israël en 1967 avec Jérusalem pour capitale** (article 1). [Note : le document ne mentionne pas la reconnaissance du droit d'Israël d'exister aux côtés de l'Etat palestinien. La formulation du document tient compte de la possibilité d'un accord provisoire et non permanent du conflit, basé sur la notion de deux états pour deux peuples.]

☑ **Promesse du "droit au retour"** et versement de compensations **aux réfugiés palestiniens** en vertu de la Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU (articles 1 et 9). [Note : la formulation du document diffère de celle de l'Initiative Arabe de 2002 qui prévoyait une solution "convenue" au problème des réfugiés conformément à la Résolution 194 de l'ONU.]¹

☑ **Libération "par tous les moyens" de tous les prisonniers et détenus emprisonnés en Israël**, "obligation nationale sacrée" qui doit être assumée par toutes les "**forces de la résistance**" (article 8). [Note : cela justifie les tentatives de faire libérer des terroristes emprisonnés en enlevant des Israéliens pour les utiliser comme monnaie d'échange]

¹ Une comparaison entre le document des prisonniers et d'autres initiatives figure en Annexe D.

☑ **Légitimation du discours sur le “droit” du peuple palestinien d’adhérer à la “résistance” “par tous les moyens”, avec un accent mis sur les territoires occupés en 1967** (article 3). Selon le document, la campagne de violence contre Israël sera menée par un front unifié appelé le **Front de Résistance Palestinienne** (article 10). [Note : ceci **justifie le recours à la violence et au terrorisme** pour promouvoir la "lutte" palestinienne et incite à la poursuite de la campagne de terrorisme, focalisée en Judée-Samarie]

☑ **Fin de tous les conflits [palestiniens internes], interdiction d’utiliser des armes dans les luttes palestiniennes internes, fin de l’anarchie et établissement d’un gouvernement d’unité national composé de toutes les factions représentées au Conseil Législatif palestinien, y compris le Fatah et le Hamas** (article 6).

☑ **Seuls l’OLP et le Président de l’Autorité palestinienne (AP) peuvent conduire des négociations au nom du peuple palestinien.** Chaque accord "crucial" sera soumis au **nouveau Conseil National Palestinien**, qui sera élu vers la fin de l’année 2006 (articles 2), ou sera soumis à un référendum "dans la mesure du possible" (article 7). L’Accord du Caire de Mars 2005 ² devra être appliqué et le **Hamas et le JIP devront rejoindre l’OLP** (article 2).

² Sur le dialogue palestinien du Caire, voir Annexe D.

● Le document des prisonniers reflète la tentative d'arriver à un accord entre les diverses organisations et de trouver le plus petit dénominateur commun **entre le Fatah et le Hamas**. Cependant, le dénominateur trouvé est incompatible avec les positions plus extrêmes du Hamas et il ne reflète pas non plus l'empressement d'Abu Mazen de trouver un compromis significatif avec Israël. De plus, le document ne satisfait pas les demandes minimales du gouvernement israélien et de la communauté internationale : il ne reconnaît pas l'Etat Israël et son droit d'exister et ne dit rien sur l'abandon du terrorisme et la reconnaissance des accords israélo-palestiniens précédemment signés.

Réactions à l'initiative des prisonniers

● Les réactions d'Abu Mazen et du Hamas à l'initiative des prisonniers reflètent clairement les positions antagonistes des deux pôles de pouvoir de l'AP : tandis que le Fatah soutient le document, et qu'Abu Mazen tente de l'utiliser comme un moyen pour faire pression sur le Hamas, le Hamas le rejette. L'organisation est en effet idéologiquement opposée à certains articles, jugés pas assez extrêmes, et considère le document comme un outil d'Abu Mazen pour affaiblir le mouvement et son gouvernement. De son côté, la **population palestinienne**, qui subit l'anarchie et la crise financière et craint l'éruption d'une guerre civile, soutient le document et la proposition d'Abu Mazen d'organiser un référendum (selon les résultats de plusieurs sondages d'opinion).



Abu Mazen et émet des réserves sur les déclarations des dirigeants du Hamas au sujet du désir des Palestiniens de préférer mourir de faim que d'abdiquer

● Des prisonniers du Hamas détenus dans diverses prisons, y compris celle d'Hadarim, ont également fait part de leurs objections au document et à l'idée d'un référendum. Dans des déclarations à la presse, ils ont affirmé être fermement opposés aux deux projets et ont exigé qu'Abu Mazen change d'avis. Des prisonniers du Fatah des prisons de Megiddo, Ketsiot et Ofer ont, eux, publié des communiqués de soutien au document des prisonniers et à l'idée d'un référendum (Agence de Presse Ma'a, 6 juin).

● Le porte-parole de la Maison Blanche Tony Snow a salué l'idée d'un référendum, déclarant "[Mahmoud] Abbas a prouvé que quelqu'un voulait œuvrer à une solution à deux états³ du conflit du Moyen-Orient" (Nouveau Mexique, Agence France Presse, 6 juin 2006).

Abu Mazen appelle à un référendum

● Le 25 mai 2006, un **dialogue national palestinien** a été engagé entre les représentants du Fatah, du Hamas et d'autres organisations terroristes palestiniennes. Ce dialogue a été institué en raison de la pression publique croissante appelant à mettre fin à l'anarchie et aux divisions entre les partisans d'Abu Mazen (Fatah et forces palestiniennes de sécurité) et le Hamas. Au cours des dernières semaines, les heurts ont

³ Le document des prisonniers ne fait pourtant nulle part mention de l'idée de deux états pour deux peuples.

dégénéré et non seulement des membres des organisations rivales ont été atteints, mais également des civils innocents. Abu Mazen a profité de l'ouverture de la réunion pour annoncer son désir de soumettre le document des prisonniers à un référendum national.

• Dans son discours, Abu Mazen a déclaré que **si dans dix jours les deux parties n'arrivaient pas à un accord, il soumettrait dans 40 jours le document des prisonniers à un référendum national**. En parallèle, il a chargé le comité central des élections de préparer le référendum et a rédigé un décret présidentiel. Selon nous, Abu Mazen a adopté le document des prisonniers en raison du **large appui** que le texte a reçu du Fatah, de l'OLP et de la population palestinienne. Le projet peut également lui permettre de **promouvoir deux objectifs** : renforcer son statut auprès du Hamas (en supposant que le texte soit adopté lors du référendum) et **s'imposer en acteur pertinent sur l'arène internationale comme partenaire de négociations avec Israël**.



Caricature “Oui au référendum” publiée dans Al-Ayam le 6 juin. Le mot “Oui” est écrit avec des assiettes vides (critique de la crise économique actuelle).

• Le 10 juin dernier, Abu Mazen a convoqué une conférence de presse à Ramallah au cours de laquelle il a annoncé sa décision de soumettre l'initiative des prisonniers à un référendum le 26 juillet prochain. Le référendum ne comportera qu'une seule question : “Etes-vous d'accord avec l'initiative des prisonniers, oui ou non ?” Il a appelé à la poursuite du dialogue et a déclaré que si un accord sur les questions était atteint, le référendum n'aurait pas lieu.

● Le Hamas, le JIP et les autres organisations terroristes palestiniennes ont réitéré leurs vives objections au référendum. De hauts responsables du Hamas l'ont qualifié d'“illégal,” de “complot” américain destiné à renverser le gouvernement du Hamas et à imposer au peuple palestinien de reconnaître Israël.

Annexe A

Le document d'“Entente Nationale” [l’initiative des prisonniers]

1. Le peuple palestinien dans sa patrie et en diaspora aspire à libérer sa terre, réaliser son droit à la liberté, au retour, à l'indépendance et à l'autodétermination, y compris son droit d'établir un Etat indépendant avec Jérusalem comme capitale sur tous les territoires [occupés en] de 1967, à garantir le droit de retour pour tous les réfugiés et libérer tous les prisonniers – ce en se basant sur les droits historiques de notre peuple sur la Terre des Pères, sur la charte de l'ONU, la loi internationale et les résolutions de l'ONU.

2. Il est nécessaire d'accélérer la mise en oeuvre de l'accord du Caire de Mars 2005 concernant la promotion et l'activation de l'OLP et l'incorporation du Hamas et du Jihad Islamique au sein de l'OLP, qui est le seul représentant légitime des Palestiniens où qu'ils se trouvent, conformément aux changements dans l'arène palestinienne et en vertu des principes démocratiques. Nous devons consolider le statut de l'OLP comme représentant légitime unique de notre peuple, afin de renforcer sa capacité à diriger le peuple dans sa patrie et en diaspora, à mobiliser [le peuple] et défendre ses droits nationaux et politiques dans divers cercles, domaines et institutions – au niveau international et régional. L'intérêt national exige qu'un nouveau Conseil National [palestinien] soit établi avant fin 2006, de façon à assurer la représentation de toutes les forces et factions, des partis nationaux et islamiques et de tous les groupes, secteurs, institutions et des personnalités palestiniennes partout - sur la base d'une représentation proportionnelle et sur leur participation à la lutte dans les [domaines] politiques, sociaux et publics. L'OLP doit être conservée comme une coalition nationale unifiée pour les Palestiniens dans la patrie et à l'étranger et comme l'autorité politique suprême.

3. Le peuple palestinien a le droit de résister et de conserver l'option de la résistance par tous les moyens. La résistance devra se concentrer sur les territoires occupés en 1967, en parallèle à une activité politique et diplomatique ainsi qu'à des négociations, aux côtés de la résistance populaire et publique contre l'occupation, sous toutes ses formes. Il faudra

élargir la participation des groupes, des forces, des secteurs et des individus impliqués dans cette résistance populaire.

4. Un programme palestinien d'action politique complet doit être formulé, avec un message politique palestinien unifié basé sur un consensus palestinien national, sur la légitimité arabe et sur les résolutions de l'ONU qui font justice à notre peuple, dont les représentants sont l'OLP, le Président et le gouvernement de l'AP, les groupes nationaux et islamiques, les institutions civiles et les personnalités publiques. Cela, afin de mobiliser et de renforcer le soutien arabe, islamique et international à notre peuple et à l'AP sur les [plans] politiques, financiers, économiques et humanitaires – le soutien au droit à l'autodétermination, à la liberté, au retour, à l'indépendance de notre peuple et notre droit à résister au programme israélien qui impose une solution israélienne à notre peuple ainsi que le siège injuste qui nous opprime.

5. L'AP devra être défendue et renforcée comme le noyau du futur Etat [palestinien]. Il s'agit de l'AP mise en place par notre peuple par la lutte et le sacrifice, par le sang et la souffrance de ses fils. L'intérêt national suprême impose que la constitution provisoire de l'AP et ses lois soient respectées. La responsabilité et l'autorité du Président choisi par les Palestiniens lors d'élections démocratiques libres et justes, doivent être respectées, aussi bien que la responsabilité et l'autorité du gouvernement, qui a la confiance du Conseil Législatif. Il est d'une importance primordiale que le gouvernement et le Président coopèrent, travaillent ensemble et tiennent des consultations régulières, ce afin de régler tout différend grâce à un dialogue fraternel, conformément à la constitution provisoire et à l'intérêt national suprême. Une réforme complète des institutions de l'AP devra être effectuée, notamment dans le système juridique. [Cela est nécessaire pour] respecter tous les niveaux de ce système, pour mettre en oeuvre ses décisions et renforcer le règne de la loi.

6. Un gouvernement d'union nationale doit être établi, afin de garantir la participation de tous les partis au Conseil Législatif, et en particulier des mouvements du Fatah et du Hamas et des [autres] forces politiques intéressées. [Il devra être établi] sur la base de ce

document et d'un programme commun pour assumer la responsabilité de la situation des Palestiniens aux [niveaux] locaux, arabes, régionaux et internationaux. Un gouvernement [d'unité] national fort qui jouit du soutien populaire et politique de toutes les forces palestiniennes, aussi bien que du soutien arabe et international, doit relever les défis. [Ce gouvernement doit être] capable de mettre en oeuvre le programme de réformes, de lutter contre la pauvreté et le chômage et de répondre de la meilleure façon possible [aux besoins de] ceux qui ont porté le fardeau de la résistance et de l'Intifada, et qui furent les victimes de l'agression israélienne criminelle, en particulier les familles des martyrs, les prisonniers, les blessés et les propriétaires des maisons et propriétés détruites par l'occupant. [Il doit aussi répondre aux besoins] des chômeurs et des diplômés universitaires.

7. La conduite de négociations est la prérogative de l'OLP et du Président palestinien, sur la base de l'engagement envers les objectifs nationaux palestiniens et leur accomplissement. N'importe quel accord "crucial" devra être soumis à la ratification du nouveau Conseil National Palestinien ou à un référendum populaire, dans la mesure du possible.

8. La libération des prisonniers par n'importe quels moyens est une obligation nationale sacrée incombant à toutes les forces et factions nationales et islamiques - l'OLP, le Président, le gouvernement, le Conseil Législatif et les organisations de résistance.

9. Il faut redoubler d'efforts pour soutenir les réfugiés, les aider, les protéger et défendre leurs droits. Il est aussi nécessaire de convoquer une conférence populaire des représentants des réfugiés afin d'insister sur le droit au retour et d'appeler la communauté internationale à mettre en œuvre la résolution 194 [de l'ONU] qui stipule le droit au retour des Palestiniens et le droit à des compensations.

10. Il est nécessaire d'établir un front de résistance uni, appelé 'le Front de Résistance Palestinienne' chargé de diriger la résistance, d'unir et de coordonner les activités de résistance et de former une source politique unifiée d'autorité à cette fin.

11. Il est nécessaire de maintenir le système démocratique et d'organiser des élections générales pour le Conseil Législatif et les Conseils Régionaux, [élections] libres, propres et démocratiques selon la loi; de soutenir le principe de transition de pouvoir pacifique; de rester engagé à la défense de l'expérience démocratique palestinienne; de respecter les élections démocratiques et leurs résultats, ainsi que l'autorité de la loi, les libertés, la liberté de la Presse et l'égalité des droits et des obligations de tous les citoyens, sans discrimination. Les droits des femmes devront être protégés, promus et renforcés.

12. Le siège qui opprime notre peuple, [siège] qui est mené par Israël et l'Amérique, doit faire l'objet d'une résistance et être condamné. Il faut faire appel aux dirigeants et aux peuples des pays arabes pour soutenir et assister le peuple palestinien, l'OLP et l'AP. Les gouvernements arabes doivent être appelés à mettre en oeuvre les décisions politiques, financières, économiques et médiatiques des sommets arabes qui soutiennent notre peuple palestinien dans sa situation résolue et sa condition nationale. Il faut souligner que l'AP est astreinte au consensus arabe et à l'action arabe commune.

13. Il faut appeler le peuple palestinien à s'unir ainsi qu'à s'unifier et à soutenir l'OLP, l'AP, la Présidence et le gouvernement. La position résolue et la résistance à l'agression et au siège devront être renforcées. Il faudra s'opposer à toute ingérence dans les affaires palestiniennes internes.

14. Toutes les divisions et tout ce qui peut mener à la guerre civile devront être éliminés. L'utilisation d'armes pour résoudre des conflits internes devrait être condamnée, quelle que soit la raison. Les armes ne doivent pas être utilisées [pour résoudre des conflits] parmi les Palestiniens. La sainteté du sang palestinien doit être soulignée et il faut insister sur le principe qu'il faut résoudre les litiges par le seul dialogue. Tous les avis pourront être exprimés, y compris l'opposition au gouvernement et à ses décisions, en vertu de la loi. Des marches de protestations, des manifestations et des rassemblements pourront être organisés tant qu'aucune arme n'est utilisée et qu'aucun mal n'est causé à la population ou à des biens.

15. L'intérêt national oblige à rechercher les méthodes et les moyens les plus appropriés afin d'impliquer le public et les forces politiques dans la bande de Gaza nouvellement [libérée] dans la campagne pour la liberté, le retour, l'indépendance et la libération de la Judée-Samarie et de Jérusalem. Cela fera de la bande de Gaza un levier et une puissance réelle [soutenant] la résistance de notre peuple en Judée-Samarie et à Jérusalem. L'intérêt national nous oblige à réévaluer les méthodes et les moyens de se battre avec l'occupation [afin de] trouver les moyens les plus efficaces [d'agir ainsi].

16. L'establishment sécuritaire palestinien et toutes ses branches doit être réformé et modernisé afin d'améliorer sa capacité à exécuter ses devoirs de défendre la patrie et son peuple, de faire face à l'agression et à l'occupation [israéliennes], de maintenir la sécurité et l'ordre public, d'appliquer la loi et d'éliminer [le phénomène du] chaos militaire, des hommes armés [officieux] et des parades armées. Les armes du chaos qui nuisent à la résistance, déforment son image et menacent l'unité des Palestiniens, doivent être confisquées. Il est nécessaire de coordonner et de régler les relations entre les forces et les groupes de résistance et d'organiser et de protéger les armes de la résistance.

17. Le Conseil Législatif doit continuer à voter des lois qui régulent les activités de l'establishment de la défense et des forces [de sécurité], toutes branches confondues. Il faut faire voter une loi interdisant aux membres des forces de sécurité de participer à des activités politiques et les obliger à se soumettre à l'autorité politique élue indiquée conformément à la loi.

18. Il faut agir pour étendre les activités et la présence des comités internationaux pour la solidarité et les mouvements pour la paix, afin de soutenir notre peuple dans sa position résolue et sa juste lutte contre l'occupation, les implantations et la barrière de séparation raciste, aux niveaux politiques et locaux et pour mettre en oeuvre la décision de la Cour internationale de Justice de La Haye concernant le déplacement de la barrière et des implantations et [concernant] leur illégitimité.

Signé par :

Fatah: Marwan Barghouti, membre du CLP et secrétaire du Fatah.

Hamas: cheikh 'Abd al-Khaliq al-Natsheh, Haute Commission Palestinienne

Jihad Islamique : cheikh Bassam al-Sa'adi

Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP): 'Abd al-Rahim Mallouh, membre du Comité Exécutif de l'OLP et vice-secrétaire-général du FPLP

Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP) : Mustafa Badarneh

Note: le Jihad Islamique a exprimé des réserves sur l'article se rapportant aux négociations

Annexe B

La version arabe originale (basée sur <http://www.wafa.pna.net>, 10 mai 2006)

بسم الله الرحمن الرحيم

"واعتصموا بحبل الله جميعاً ولا تفرقوا "

انطلاقاً من الشعور العالي بالمسؤولية الوطنية والتاريخية، ونظراً للمخاطر المحدقة بشعبنا وفي سبيل تعزيز الجبهة الفلسطينية الداخلية وصيانة وحماية الوحدة الوطنية ووحدة شعبنا في الوطن والمنافي، ومن أجل مواجهة المشروع الإسرائيلي الهادف لفرض الحل الإسرائيلي ونسف حلم شعبنا وحق شعبنا في إقامة دولته الفلسطينية المستقلة كاملة السيادة هذا المشروع والمخطط الذي تنوي الحكومة الإسرائيلية تنفيذه خلال المرحلة القادمة تأسيساً على إقامة واستكمال الجدار العنصري وتهويد القدس وتوسيع المستوطنات الإسرائيلية والاستيلاء على الأغوار، وضم أجزاء واسعة من الضفة الغربية وإغلاق الباب أمام شعبنا في ممارسه حقه في العودة، ومن أجل المحافظة على منجزات ومكتسبات شعبنا التي حققها من خلال مسيرة كفاحه الطويل ووفاء لشهداء شعبنا العظيم وعذابات أسراه وأنات جرحاه وانطلاقاً من أننا لا زلنا نمر في مرحلة تحرر طابعها الأساسي وطني ديمقراطي مما يفرض إستراتيجية سياسة كفاحية متناسبة مع هذا الطابع، ومن أجل انجاح الحوار الوطني الفلسطيني الشامل، واستناداً إلى إعلان القاهرة والحاجة الملحة للوحدة والتلاحم، فإننا نتقدم بهذه الوثيقة (وثيقة الوفاق الوطني) لشعبنا العظيم الصامد المرابط وإلى رئيس الحكومة إسماعيل هنية ومجلس الوزراء وإلى رئيس المجلس الوطني الفلسطيني وأعضائه ورئيس المجلس التشريعي الفلسطيني وأعضائه، وإلى كافة القوى والفصائل الفلسطينية وإلى كافة المؤسسات والمنظمات الأهلية والشعبية وقيادة الرأي العام الفلسطيني في الوطن والمنافي أملاً في اعتبار هذه الوثيقة كل متكامل، وأن تلقى دعم ومساندة وموافقة الجميع وتسهم بشكل أساسي في التوصل إلى وثيقة الوفاق الوطني الفلسطيني:-

1 - ان الشعب الفلسطيني في الوطن والمنافي يسعى من أجل تحرير أرضه وانجاز حقه في الحرية والعودة والاستقلال وفي سبيل حقه في تقرير مصيره بما في ذلك حقه في إقامة دولته المستقلة وعاصمتها مدينة القدس الشريف على جميع الأراضي المحتلة عام 1976 وضمن حق العودة للاجئين وتحرير جميع الأسرى والمعتقلين مسندين في ذلك إلى حق شعبنا التاريخي في أرض الأباة والأجداد وإلى ميثاق الأمم المتحدة والقانون الدولي وما كفلته الشرعية الدولية.

2- الإسراع في انجاز ما تم عليه الاتفاق بالقاهرة آذار 2005 فيما يتعلق في تطوير وتفعيل منظمة التحرير الوطني الفلسطيني وانضمام حركتي حماس والجهاد الإسلامي إليها بوصفها الممثل الشرعي والوحيد للشعب الفلسطيني في كافة أماكن تواجده وبما يتلاءم مع المتغيرات على الساحة الفلسطينية وفق أسس ديمقراطية ولتكريس حقيقة تمثيل منظمة التحرير في القيام والنهوض بمسؤولياتها في قيادة شعبنا في الوطن والمنافي وفي تعينته والدفاع عن حقوقه الوطنية والسياسية والإنسانية في مختلف الدوائر والمحافل والمجالات الدولية والإقليمية، وان المصلحة الوطنية تقتضي تشكيل مجلس وطني جديد قبل نهاية العام 2006 بما يضمن تمثيل جميع القوى والفصائل والأحزاب الوطنية والإسلامية وتجمعات شعبنا في كل مكان وكافة القطاعات والمؤسسات والفعاليات والشخصيات على أساس نسبي في التمثيل والحضور والفاعلية النضالية والسياسية والاجتماعية والجماهيرية والحفاظ على منظمة التحرير الفلسطينية إطاراً جبهوياً عريضاً وانتلاف وطني شامل وإطاراً وطنياً جامعاً للفلسطينيين في الوطن والمنافي ومرجعية سياسية عليا.

3 - حق الشعب الفلسطيني في المقاومة والتمسك في خيار المقاومة بمختلف الوسائل وتركيز المقاومة في الأراضي المحتلة عام 67 إلى جانب العمل السياسي والتفاوضي والدبلوماسي والاستمرار في المقاومة الشعبية الجماهيرية ضد الاحتلال بمختلف أشكاله ووجوده وسياساته والاهتمام بتوسيع مشاركة مختلف الفئات والجهات والقطاعات وجماهير شعبنا في هذه المقاومة الشعبية.

4- وضع خطة فلسطينية للحرك السياسي الشامل وتوحيد الخطاب السياسي الفلسطيني على أساس برنامج الإجماع الوطني الفلسطيني والشرعية العربية وقرارات الشرعية الدولية المنصفة لشعبنا تمثلها منظمة التحرير والسلطة الوطنية رئيساً وحكومة والفصائل الوطنية والإسلامية ومنظمات المجتمع المدني والشخصيات والفعاليات العامة من أجل استحضار وتعزيز وحشد الدعم العربي والإسلامي والدولي السياسي والمالي والاقتصادي والإنساني لشعبنا وسلطتنا الوطنية ودعماً لحق شعبنا في تقرير المصير والحرية والعودة والاستقلال ولمواجهة خطة إسرائيل في فرض الحل الإسرائيلي على شعبنا ولمواجهة الحصار الظالم علينا.

5 - حماية وتعزيز السلطة الوطنية الفلسطينية باعتبارها نواة الدولة القادمة، هذه السلطة التي شيدها شعبنا بكفاحه وتضحياته ودماء وعذابات أبنائه وان المصلحة الوطنية العليا تقتضي احترام الدستور المؤقت للسلطة والقوانين المعمول بها بينها واحترام مسؤوليات وصلاحيات الرئيس المنتخب لإرادة الشعب الفلسطيني لانتخابات حرة وديمقراطية ونزيهة واحترام مسؤوليات وصلاحيات الحكومة التي منحها المجلس التشريعي الثقة، وأهمية وضرورة التعاون الخلاق بينا لرئاسة الحكومة والعمل المشترك وعقد الاجتماعات الدورية بينهما لتسوية خلافات الحوار الأخوي استناداً للدستور المؤقت ولمصالحة الوطنية العليا، وضرورة إجراء إصلاح شامل في مؤسسات السلطة الوطنية وخاصة الجهاز القضائي واحترام القضاء بكافة مستوياته وتنفيذ قراراته وتعزيز وتكريس سيادة القانون.

- 6 - تشكيل وحدة وطنية على أساس يضمن مشاركة كافة الكتل البرلمانية بخاصة حركتي فتح وحماس والقوى السياسية الراغبة على قاعدة هذه الوثيقة وبرنامج مشترك للنهوض بالوضع الفلسطيني محليا وعربيا وإقليمياً ودولياً ومواجهة التحديات بحكومة وطنية وقوية تحظى بالدعم الشعبي والسياسي الفلسطيني من جميع القوى وكذلك بالدعم العربي والدولي وتمتن من تنفيذ برنامج الإصلاح ومحاربة الفقر والبطالة وتقديم أفضل رعاية ممكنة للفئات التي تحملت أعباء الصمود والمقاومة والانقراضة وكانت ضحية للعدوان الإجرامي الإسرائيلي وبخاصة أسر الشهداء والأسرى والجرحى وأصحاب البيوت والممتلكات التي دمرها الاحتلال وكذلك العاطلين عن العمل والخريجين.
- 7 - ان إدارة المفاوضات هي من صلاحية (م.ت.ف) ورئيس السلطة الوطنية على قاعدة التمسك بالأهداف الوطنية الفلسطينية وتحقيقها على ان يتم عرض أي اتفاق مصري على المجلس الوطني الفلسطيني الجديد للتصديق عليه أو إجراء استفتاء عام حيث ما أمكن.
- 8 - تحرير الأسرى والمعتقلين واجب وطني مقدس يجب أن تقوم به وكافة الوسائل القوى والفصائل الوطنية والإسلامية و(م.ت.ف) والسلطة الوطنية رئيسا وحكومة والتشريعي وكافة التشكيلات المقاومة.
- 9 - ضرورة العمل ومضاعفة الجهد لدعم ومساندة ورعاية اللاجئين والدفاع عن حقوقهم والعمل على عقد مؤتمر شعبي تمثيلي للاجئين ينبثق عن هيئات متابعة وظيفته التأكيد على حق العودة والتمسك به ودعوة المجتمع الدولي لتنفيذ القرار 194 القاضي بحق العودة للاجئين وتعويضهم.
- 10 - العمل على تشكيل جبهة مقاومة موحدة باسم "جبهة المقاومة الوطنية"، لقيادة وخوض المقاومة ضد الاحتلال وتوحيد وتنسيق العمل والفعل للمقاومة وتشكيل مرجعية سياسية موحدة لها.
- 11 - التمسك بالنهج الديمقراطي وبإجراء انتخابات عامة ودورية وحررة ونزيهة وديمقراطية طبقا للقانون، للرئيس والتشريعي والمجالس المحلية والبلدية واحترام مبدأ السلمي للسلطة والتعهد بحماية التجربة الفلسطينية الديمقراطية واحترام الخيار الديمقراطي ونتائجه واحترام سيادة القانون والحريات الضرورية والعامة وحرية الصحافة والمساواة بين المواطنين في الحقوق والواجبات دون تمييز وحماية مكتسبات المرأة وتطويرها وتعزيزها.
- 12 - رفض وإدانة الحصار الظالم على شعبنا الذي تقوده الولايات المتحدة وإسرائيل ودعوة العرب شعبيا ورسميا لدعم ومساندة الشعب الفلسطيني العربية والسياسية والمالية والاقتصادية والإعلامية الداعمة لشعبنا الفلسطيني وصموده وقضيته الوطنية والتأكيد على أن السلطة الوطنية الفلسطينية ملتزمة بالاجتماع العربي والعمل العربي المشترك.
- 13 - دعوة الشعب الفلسطيني للوحدة والتلاحم ورفض الصفوف ودعم ومساندة "م.ت.ف" والسلطة الوطنية الفلسطينية رئيسا وحكومة وتعزيز الصمود والمقاومة في وجه العدوان والحصار ورفض التدخل في الشؤون الداخلية الفلسطينية.
- 14 - نبذ كل مظاهر الفرقة والانقسام وما يقود إلى الفتنة وإدانة استخدام السلاح مهما كانت المبررات لفض النزاعات الداخلية وتحرير استخدام السلاح بين أبناء الشعب الواحد والتأكيد على حرمة الدم الفلسطيني والالتزام بالحوار أسلوبيا وحيدا لحل الخلافات والتعبير عن الرأي بكافة الوسائل بما في ذلك معارضة السلطة وقراراتها على أساس ما يكلفه القانون وحق الاحتجاج السلمي وتنظيم المسيرات والتظاهرات والاعتصامات شريطة أن تكون سلمية وخالية من السلاح ولا تتعدى على المواطنين وممتلكاتهم العامة.
- 15 - إن المصلحة الوطنية تقتضي البحث عن أفضل الأساليب والوسائل المناسبة لاستمرار مشاركة شعبنا وقواه السياسية في قطاع غزة في وضعه الجديد في معركة الحرية والعودة والاستقلال وتحرير الضفة والقدس وبما يجعل من القطاع الصامد رافعة وقوة حقيقية لصمود ومقاومة لشعبنا في الضفة والقدس وإن المصلحة الوطنية تقتضي بإعادة تقييم الوسائل والأساليب النضالية الأنجع في مقاومة الاحتلال.
- 16 - ضرورة إصلاح وتطوير المؤسسة الأمنية الفلسطينية بكل فروعها على أساس عصري وبما يجعلها أكثر قدرة على القيام بمهمة الدفاع عن الوطن والمواطنين وفي مواجهة العدوان والاحتلال وحفظ الأمن والنظام العام وتنفيذ القوانين وإنهاء حالة الفوضى والفتان الأمني الذي يلحق ضررا فادحا بالمقاومة ويشوه صورتها ويهدد وحدة المجتمع الفلسطيني وضرورة وتنسيق وتنظيم العلاقة مع القوى وتشكيلات المقاومة وتنظيم وحماية سلاحها.
- 17 - دعوة المجلس التشريعي لمواصلة إصدار القوانين المنظمة لعمل المؤسسة الأمنية والأجهزة بمختلف فروعها، والعمل على إصدار قانون يمنع ممارسة العمل السياسي والحزبي لمنتسبي الأجهزة والالتزام بالمرجعية السياسية المنتخبة التي حددها القانون.
- 18 - العمل من أجل توسيع دور وحضور لجان التضامن الدولية والمجموعات المحبة للسلام لدعم صمود شعبنا ونضاله العادل ضد الاحتلال والاستيطان وجدار الفصل العنصري سياسياً ومحلياً ومن أجل تنفيذ قرار محكمة العدل الدولية في لاهاي والمتعلق بإزالة الجدار والاستيطان وعدم مشروعيتها.

حركة التحرير الوطني الفلسطيني "فتح"، النائب مروان البرغوثي أمين سر حركة "فتح".
حركة المقاومة الإسلامية "حماس" الهيئة القيادية العليا الشيخ عبد الخالق النتشة.
حركة الجهاد الإسلامي الشيخ بسام السعدي.
الجبهة الشعبية لتحرير فلسطين عبد الرحيم ملوح عضو اللجنة التنفيذية نائب الأمين العام للجبهة.
الجبهة الديمقراطية مصطفى بدارنة.

ملاحظة:- حركة الجهاد الإسلامي تحفظت على البند المتعلق بالمفاوضات.

Annexe C

Les auteurs de l'initiative, prisonniers des diverses organisations terroristes palestiniennes détenus dans la prison de Hadarim

Nom	Affiliation	Rôle	Sentence
Marwan Barghouti	Fatah 	Secrétaire du Fatah et des Tanzim en Judée-Samarie	Condamné cinq fois à perpétuité
Cheikh 'Abd al-Khaliq al-Natsheh	Hamas 	Responsable du mouvement à Hebron	Condamné à cinq ans de prison ferme et cinq avec sursis
Bassam al-Sa'adi	JIP 	Responsable de l'organisation à Jenine	Condamné à cinq ans de prison ferme et deux avec sursis
'Abd al-Rahim Mallouh	FPLP 	Membre du bureau politique et secrétaire-général de l'organisation	Condamné à dix ans de prison ferme et cinq avec sursis
Mustafa Badarneh	FDLP 	Responsable de l'organisation à Ramallah	Condamné à sept ans de prison ferme et deux avec sursis

Annexe D

Comparaison entre les diverses initiatives politiques sur le conflit israélo-palestinien et la position d'Abu Mazen

	POSITION D'ABU MAZEN		INITIATIVES PALESTINIENNES INTERNES		INITIATIVES ARABES ET AMERICAINES
Sujet	Exprimée dans son discours de la journée d'Al-Nakba le 15 mai 2006	Document des prisonniers (Mai 2006)	Dialogue palestinien du Caire (Mars 2005)	Feuille de route du Président Bush (Avril 2003)	Initiative arabe (Mars 2002)
Reconnaissance d'Israël	Reconnaissance d'Israël. "Une solution basée sur deux Etats."	Aucune mention de la reconnaissance d'Israël.	Aucune mention de la reconnaissance d'Israël.	Reconnaissance israélo-palestinienne mutuelle "Acceptation d'Israël comme voisin vivant en paix et en sécurité."	Promotion de la normalisation des relations entre les Etats arabes et Israël dans le cadre d'une paix globale.
Nature de l'Etat palestinien et ses frontières	"Examiner les décisions et accords passés ... Respecter les décisions inter-arabes et internationales ..." (cf., un Etat indépendant dans les frontières de 1967).	Créer un Etat indépendant sur les territoires occupés par Israël en 1967.	Créer un Etat palestinien indépendant (sans référence aux frontières de 1967).	Créer un Etat indépendant, viable et démocratique basé sur les décisions de la Conférence de Madrid et les résolutions de l'ONU.	Créer un Etat palestinien indépendant et souverain dans les frontières de 1967.
Jérusalem	"Un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale."	Un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale.	Un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale	Solution négociée pour le statut de Jérusalem.	Un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale
La "lutte armée" (cf.	* "L'OLP, qui a mené la lutte	Justification claire du	Adhésion idéologique au	Fin des violences,	* Signature d'un traité de paix en

la poursuite des violences et du terrorisme)	palestinienne, aurait échoué si elle n'avait pas présenté une initiative politique ferme en parallèle à la lutte armée ...” “Israël doit cesser toutes ses activités militaires et les tirs de roquettes palestiniennes inutiles doivent cesser ...” *Pas de rejet total du principe de “lutte armée” mais opposition à divers aspects, tel les tirs de roquettes.	recours à la violence et au terrorisme (“résistance”) , centrés sur les territoires occupés en 1967.	droit à la “résistance” dans le cadre de la “trêve” qui aurait été en vigueur jusqu’à fin 2005.	annonce palestinienne d’un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et fins des activités armées (Etape I).	échange de l’acceptation des demandes arabes. * Aucune mention de la “lutte armée.”
Résolutions de l’ONU	Acceptation	Acceptation	Aucune mention faite	Acceptation	Aucune mention faite, à l’exception du problème des réfugiés.
Solution pour la question des réfugiés	“Le problème des réfugiés doit être résolu de façon juste, et en accord avec la Résolution 194 de l’ONU.” ⁴	Assurer le “droit au retour” des réfugiés palestiniens selon la Résolution 194 de l’ONU.	Assurer le “droit au retour” des réfugiés dans leurs maisons et propriétés.	Une solution au problème des réfugiés qui soit juste, bonne et réaliste.	Trouver une solution juste au problème des réfugiés palestiniens selon la Résolution 194 de l’ONU.
Accord sur un statut final	Abu Mazen à Israël: “Nous voulons établir une paix juste et viable avec vous...Nous vous tendons la main pour établir la paix ...”	Aucune mention faite	Aucune mention faite.	Une paix globale Israélo-arabe (Etape III).	Paix israélo-palestinienne suivie par une paix globale israélo-arabe.
Questions palestiniennes internes	Resserrer les rangs. L’OLP est le seul représentant légitime	Fins des luttes internes et	Réformes internes. Toutes les organisations	Réformer et stabiliser les institutions et	Aucune mention faite

⁴ Selon la Résolution 194 de l’Assemblée Générale de l’ONU du 11 décembre 1948, " il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé, en vertu des principes du droit international ...”

	du peuple palestinien.	des violences. Fin de l'anarchie. Etablissement d'un gouvernement d'union nationale.	rejoignent l'OLP. Dialogue entre les diverses factions. Interdiction d'utiliser des armes.	l'économie palestiniennes .	
--	------------------------	--	---	-----------------------------	--